
L'appui à la souveraineté du Québec, dix ans après le référendum de 1995

GILLES GAGNÉ ET SIMON LANGLOIS¹

Nous entendons dans cet article aborder deux questions: d'abord, est-ce que les souverainistes de 1995 maintiennent, dix ans après le référendum, leur intention de voter OUI lors d'une prochaine consultation sur la souveraineté? La question est particulièrement importante pour les nouvelles générations de retraités: en vieillissant, les souverainistes restent-ils fidèles à l'idéal de leur jeunesse? Ensuite, qu'en est-il des nouvelles cohortes de jeunes qui iraient pour la première fois voter dans un référendum sur la souveraineté? Cette seconde question a une importance certaine pour ceux qui soutiennent la thèse du caractère « générationnel » du mouvement souverainiste et qui font à répétition le pronostic d'un épuisement de l'intérêt pour la question nationale dans le contexte de la mondialisation.

Évidemment, plusieurs autres questions se profilent en filigrane de ces deux questions principales: le niveau d'appui à la souveraineté dans les sondages étant actuellement très élevé, nous aurons à nous demander comment cet appui général a évolué depuis dix ans et à interroger la nature de ces variations. La structure sociale de l'appui à la souveraineté, la distribution régionale de cet appui, ses variations selon l'âge et le sexe font aussi partie des « variables » de la question que l'on prend habituellement en considération et

1. Gilles Gagné et Simon Langlois sont professeurs titulaires au Département de sociologie

que nous aborderons ici, dans l'espoir de les éclairer les unes par les autres, selon la méthode plus synthétique d'une typologie.

RETOUR EN ARRIÈRE

Avant de répondre à ces questions, il importe de revenir brièvement sur ce qui s'est passé lors du dernier référendum sur la souveraineté et sur la manière de mettre en lumière les sondages sur la question que nous avons proposée il y a quelques années. Dans un ouvrage publié en 2002 – *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté* – nous avons avancé que le mouvement souverainiste (tel que manifesté par le vote référendaire) était désormais porté par un groupement très large de personnes appartenant à la classe moyenne francophone active sur le marché du travail et formée de jeunes et de personnes d'âge médian. Dans une étude qui visait d'abord à comprendre comment se distribuait l'appui à la souveraineté parmi les francophones, nous avons montré que ce groupe d'électeurs s'était fortement mobilisé en faveur du OUI durant le mois précédant le vote d'octobre 1995, en particulier les femmes de ce groupe dont l'appui à la souveraineté à la fin de la campagne n'était plus significativement inférieur à celui des hommes du même groupe. C'est la classe moyenne francophone, avons-nous soutenu alors, telle que visible dans la lunette imparfaite d'un découpage qui lui associe des éléments de la classe supérieure, qui a voté OUI à 71 % et qui a donné au camp du OUI les deux tiers des voix qu'il a recueillies, le très haut niveau d'appui de ce groupe se combinant à son poids démographique (+ ou - 45 % des électeurs) pour produire ce résultat.

L'appui au mouvement souverainiste, tel qu'il se montre dans la proportion de OUI fermes que recueillent les sondages, s'est maintenu à un niveau élevé dans les cinq ans qui ont suivi la consultation populaire². Puis le mouvement souverainiste a par la suite connu une grave crise à partir de janvier 1999, date d'une grève des infirmières

2. Mentionnons ici que l'expérience enseigne que la proportion de OUI fermes (ou de NON dans le cas de Charlottetown) exprimés dans les sondages pré-référendaires sous-estime l'appui réel que l'on observe le jour du vote. Bien que l'estimation ne soit pas notre but, la signification d'un niveau donné d'appui à la souveraineté, et celle des variations de ce niveau, ne sont certes pas indifférentes à notre étude. Nous tenons donc, en général, la proportion de OUI fermes livrée par un sondage pour un indicateur : a) qui ne nous dit pas quel aurait été le niveau atteint par le vote souverainiste quelques jours plus tard, b) mais qui nous montre avec certitude quelle aurait été, au minimum, sa valeur.

qui a alors acquis une importance symbolique et qui fut suivie du départ de Lucien Bouchard. L'appui donné au OUI dans les sondages a fortement diminué jusqu'à un creux d'environ un tiers des électeurs en sa faveur. Or, ce déclin a été surtout observé dans le groupement même d'électeurs qui s'était mobilisé en 1995 en faveur de l'option souverainiste. La classe moyenne francophone active sur le marché du travail ayant retiré son appui au OUI alors qu'un gouvernement issu de ses rangs s'épuisait à épurer les finances publiques dans le cadre fédéral, à favoriser pour cela un certain « retrait » de l'État et à redéfinir en conséquence son rôle économique en le mettant au service des investissements dans l'économie du savoir, nous avons conclu en 2002 que cet appui de la classe moyenne à la souveraineté était lié à une conception de la société selon laquelle l'État ne devait être instrument de l'économie qu'en vue d'être, comme l'aurait dit Trudeau, maître d'œuvre de la justice sociale. Dans la même ligne de pensée, des analystes montrent aujourd'hui que les Français, même ceux qui étaient solidement Européens, ont voté majoritairement contre la constitution européenne parce qu'elle stipulait noir sur blanc que le rôle économique de l'État était de favoriser l'adaptation de la main-d'œuvre aux exigences de l'économie. Comme la dynamique de l'économie, allant des microrelations de la créativité jusqu'aux macrostructures du capitalisme global, échappe par définition aux contraintes du vivre ensemble d'une société donnée, les Français croient en somme que l'État doit « choisir sa contrainte » et favoriser plutôt l'adaptation de l'économie aux « exigences » de la vie sociale. Lorsque nous avons constaté, en 2001-2002, le déclin de l'appui à la souveraineté dans les rangs de ses principaux supporteurs, nous avons fait l'hypothèse que c'était précisément sur cette question que le courant ne passait plus entre la classe moyenne et un premier ministre souverainiste qui faisait grand cas de ses « convictions » mais qui se dévouait essentiellement sur le terrain à une forme de développement économique où l'État est en charge de « l'attractivité » de la société pour le capital et de la « flexibilité » de la main-d'œuvre. Cet épisode s'est terminé en 2003 par le pire score électoral du Parti québécois depuis 1973.

Comme on le voit par cet exemple, répondre à la première question posée plus haut exige non seulement d'examiner l'évolution de l'appui donné à la souveraineté du Québec, mais aussi son évolution dans le groupement porteur de cette option puisque, nous allons le montrer de nouveau, c'est au sein de la classe moyenne francophone

celui qui avait été observé dans les sondages il y a dix ans (graphique 1). L'appui *ferme* donné au OUI tournerait autour de 52 et 54 % du total des électeurs, alors qu'il avait atteint un sommet de 46,1 % dans les sondages de la maison Léger marketing quelques jours avant le vote du 31 octobre 1995. À noter que nous comparons des intentions de vote fermes, avant la répartition des indécis, notre but étant non pas de prédire de manière précise le niveau de popularité de l'option souverainiste, mais bien plutôt de mesurer son évolution dans le temps. Les données de sondages dont nous disposons en provenance de deux firmes différentes concordent et vont dans le même sens. (Voir l'encadré pour les remarques méthodologiques et les sources de données.) Une majorité ferme d'électeurs manifeste son intention de voter OUI, ce qui n'avait pas été observé avant le dernier référendum; il faut le souligner au passage.

On objectera que ce haut score du OUI est observé dans le contexte où le Parti québécois est dans l'opposition – l'appui à la souveraineté ayant tendance, dira-t-on, à augmenter dans cette situation – et que la perspective de la tenue d'une autre consultation populaire est lointaine, sinon hypothétique. Ces objections relèvent de la conjoncture et de conjectures. Le seul autre cas depuis 1976 où le PQ fut dans l'opposition (sous le deuxième gouvernement de Bourassa) fut marqué essentiellement par le rejet, par le reste du Canada, de tout compromis constitutionnel (l'affaire du lac Meech) et il n'y a aucun moyen de tirer, sur cette base, une conclusion quant à l'effet sur la souveraineté du passage du PQ par l'opposition. Depuis 1968, l'appui à la souveraineté a monté ou descendu indépendamment du statut parlementaire du PQ, avec une tendance générale à la hausse. De plus, l'effort d'expliquer les variations globales de l'appui à la souveraineté par le recours à ce genre de supposition revient le plus souvent à expliquer le mauvais phénomène: la variation de l'appui global à la souveraineté et la variation de l'appui des électeurs du type I sont *deux choses fort différentes*, deux choses qui n'ont ni le même rythme, ni la même logique sociale et qui vont fréquemment dans le sens contraire l'une par rapport à l'autre. Si l'on veut bien jeter ici un premier coup d'œil sur le tableau 1, on verra qu'entre le mois d'octobre 1995 et la période 2001-2003 (première et troisième colonnes du tableau), l'appui global à la souveraineté baisse de 6,8 % mais que le type I, dont l'appui baisse de 13,9 % sur cet intervalle et qui représente 45 % de l'échantillon, fait à lui seul baisser le score global de 6,25 %, ce qui représente 92 % de la variation globale. Nous

active sur le marché du travail que les choses se passent, ce qui a en quelque sorte un effet d'entraînement sur l'ensemble des autres groupes.

Mais il y a plus que l'examen de la permanence des convictions chez les forces souverainistes. Il faut aussi prêter attention aux effets de génération comme nous y invite la seconde question posée plus haut. La population des électeurs est en effet en profond changement: les électeurs âgés – plus souvent fédéralistes – décèdent, et de nouveaux électeurs arrivent à l'autre extrémité de l'échelle des âges, jeunes et plus souvent souverainistes. Comment évaluer l'impact de ces effets de génération? C'est là notre deuxième objectif dans ce court texte, l'importance de l'effet de génération n'étant plus à démontrer. Dans l'ouvrage cité plus haut, par exemple, nous avons observé un déclin significatif de dernière heure de l'appui donné au OUI au sein d'un autre groupe d'électeurs, formé celui-là de seniors (personnes âgées de 55 ans et plus) et composé en majorité de personnes inactives sur le marché du travail. Les écarts entre les groupes d'âge observés en 1995 dans le résultat du vote référendaire traduisaient en fait des différences importantes entre générations, différences fort intéressantes dans le cas des électeurs francophones. Les seniors de ce groupe linguistique formaient en effet un groupement de personnes socialisées essentiellement dans l'espace canadien-français, et encore attachées au Canada pour de bonnes raisons, alors que les générations plus jeunes, socialisées quant à elles sur le plan politique dans l'espace de la société québécoise, se montraient plus disposées à faire de cette société leur « pays » et à y inscrire leurs aspirations.

Il faut donc combiner une approche par types d'électeurs (et non plus seulement par variables considérées isolément) à une approche par cohortes afin de comprendre l'évolution du sentiment souverainiste exprimé dans les intentions de vote à une éventuelle question référendaire.

UNE OPTION QUI A RETROUVÉ SES APPUIS

Après avoir connu un déclin au tournant de l'an 2000, l'appui à la souveraineté du Québec est de nouveau en hausse au sein de la population québécoise et les intentions de voter OUI à un troisième référendum qui poserait une question semblable à celle de 1995 – appui donné à la souveraineté du Québec assortie d'une offre de partenariat avec le Canada – sont même à un niveau très supérieur à

avons observé dans le passé des situations où le retrait de l'appui des électeurs du groupe porteur représentait plus de 110 % du recul global (ceci dit sans plaisanterie sportive), la chute des intentions exprimées par cette petite moitié de la société étant partiellement compensée par la remontée, *dans la même conjoncture*, des OUI fermes de l'autre moitié.

Le fait le plus marquant dans ce retour en popularité de l'option souverainiste en 2005 est donc précisément le regain de faveur dans le groupement d'électeurs qui lui avaient retiré son appui au tournant de l'an 2000, soit aussi le même groupement qui s'était mobilisé au cours de la campagne référendaire de 1995 en faveur du OUI et qui avait failli l'emporter. C'est donc dans le groupement des personnes actives, jeunes et d'âge moyen et francophones que s'observent aussi bien la mobilisation que la démobilisation en faveur du projet souverainiste. C'est là le premier phénomène à noter et le premier qu'il faut comprendre. Cette population active sur le marché du travail est formée de personnes autonomes, responsables d'elles-mêmes, capables de se projeter dans l'avenir, de faire des projets et de mettre à l'occasion en suspens les urgences quotidiennes pour se prêter à la discussion du bien commun, pour peu que la question en jeu leur paraisse définir le cadre général de la vie privée ou qu'elle paraisse liée aux conditions politiques de la liberté. Les membres de ce groupement prennent en considération un projet collectif s'ils y trouvent un sens et s'ils le jugent désirable par quelque côté. Ils peuvent donc se mobiliser pour faire advenir un « possible » où ils ont de bonnes raisons de se reconnaître – ou se démobiliser pour sanctionner le parti qui porte l'option si ses politiques lui semblent défavorables, comme ce fut le cas au tournant des années 2000. Pour dire la chose en quelques mots, nous considérons que l'appui à la souveraineté relève de l'action sociale significative et que l'action, bien qu'elle relève elle-même du domaine de la liberté, s'inscrit dans un ensemble de contraintes qui marquent la situation sociale de l'acteur: le fait que ce soit le groupe social qui est de loin le plus favorable à la souveraineté (et celui sur lequel repose de manière décisive sa réalisation) qui soit aussi celui dont les membres sont les plus prompts à moduler l'expression de leur accord nous paraît indiquer que les convictions idéologiques irréfléchies ou les intérêts matériels impératifs sont moins contraignants dans ce groupe, du moins face à cette question. La liberté, une chose dont on n'use jamais qu'en vue de l'accroître, a dit le philosophe, se présente ici comme « délibération » et les fortes

variations de l'appui du groupe porteur à la souveraineté nous semblent typiquement révélatrices de la nature de cet appui (ou de ce rejet) pour l'ensemble de la société: cet appui relève des comportements politiques qui sont moins « l'effet » mécanique de « causes » que le résultat du jugement. C'est dans ce sens qu'il faut les comprendre pour les expliquer et que les corrélations qui mettent en jeu des événements (une élection, un scandale, etc.) ne sont que des adjudants de cette tâche.

Nous avons pour preuve de la pertinence de notre problématique un élément nouveau, en sus de ceux qui ont déjà été avancés dans notre ouvrage et que l'espace nous empêche de rappeler ici. Nous avons retenu l'âge de 55 ans en 1995 pour marquer une coupure de génération, soit celle des individus qui ont voté pour la première fois dans l'espace de la société québécoise moderne à l'âge de 21 ans en 1960. Ceux qui avaient voté *avant* 1960 pour la première fois appartenaient à un monde politique davantage identifié à l'espace culturel du Canada français et c'est pour cette raison, non en raison de l'âge pris en lui-même, que nous avons fait passer à 55 ans la ligne de notre typologie. Or, en 2005, les personnes qui ont voté pour la première fois en 1960 ont dix ans de plus qu'en 1995 (environ 65 ans). Pour être cohérents, nous devons donc maintenant refaire notre typologie et faire passer à 65 ans la frontière des groupes d'âge afin de mieux refléter la nature des « générations politiques », selon l'expression de Vincent Lemieux. Les résultats de ce réaménagement, qui ramène en 2005 notre typologie à ce qu'elle était pour 1995, sont remarquables à plus d'un égard (voir le tableau 2). Alors que la colonne de gauche du tableau 2 montre la distribution actuelle des OUI fermes en 2005, mais selon la typologie qui avait été faite pour interpréter le vote de 1995, la colonne de droite indique comment se redistribuent ces appuis actuels une fois que l'on a remis à jour le critère d'âge de la typologie. L'opération revient en gros à ajouter aux types I, II et V les gens ayant entre 55 et 64 ans, électeurs qui correspondent désormais à la nouvelle frontière d'âge de ces types et à les retirer des types III, IV et VI, types qui ne regroupent plus que leurs aînés (65 ans et plus).

On appréciera la valeur de la théorie qui avait présidé à la formation de cette typologie en constatant d'abord que l'ajout au type I d'une cohorte d'électeurs (et d'électrices) *âgés*, ne diminue pas (et peut-être même augmente) la proportion de OUI fermes de ce groupe. Pour la majorité des observateurs, la chose paraîtra contre-intuitive.

On appréciera aussi la valeur prédictive de la théorie en constatant de quelle manière la mise à jour de la typologie corrige une erreur de perspective qui s'était renforcée au fil des ans. Alors que nous avons fait passer la ligne à 55 ans essentiellement pour interpréter le référendum de 1995, l'obligation qui nous était faite par la nature des données de sondage de garder la même frontière d'âge pour les années suivant le référendum a eu pour effet de mettre de plus en plus de « Québécois » dans les types III et IV, donnant du même coup l'impression d'une hausse continue du niveau d'appui de ces types d'électeurs. La correction que nous devons faire, maintenant qu'une tranche d'âge de 10 ans peut être précisément remise à sa place, fait disparaître cette illusion et montre, dans la colonne de droite, une distribution des intentions qui, à l'exception de la hausse du type V, reproduit la structure d'octobre 1995. Les Canadiens français, pour dire la chose simplement, n'ont pas significativement augmenté leur appui à la souveraineté et, globalement, l'effet de discrimination des six classes d'électeurs que nous avons proposées, loin de s'atténuer, s'est accru.

Commençons par mieux cerner l'effet de génération qui se montre dans ce réaménagement par un examen de cohortes; puis examinons ensuite conjointement l'effet de la génération et l'effet du type d'électeurs dans les intentions de vote, par région et par sexe.

DE NOUVELLES GÉNÉRATIONS POUR LE OUI

En 2005, le Québec compte 912 000 jeunes nouveaux électeurs – tous nés entre 1978 et 1987 inclusivement – donc trop jeunes pour avoir voté lors du dernier référendum mais qui auront droit de vote lors d'une éventuelle consultation populaire. D'ici cinq ans (2010), presque un demi-million de nouveaux électeurs s'ajoutera encore à ce nombre, soit cinq cohortes nées dans la période connue chez les démographes comme *l'écho du baby-boom* à la fin des années 1980 (exactement 469 524 naissances en cinq ans de 1988 à 1992). Ces jeunes ne sont pas tous restés au Québec, certes, mais la très grande majorité d'entre eux feront partie du prochain paysage électoral. Il y aura donc environ près d'un million et demi de nouveaux électeurs lors d'un prochain référendum, s'il a lieu dans un avenir rapproché, par simple renouvellement des générations, auxquels s'ajouteront les immigrants installés au Québec depuis 1995, qui acquièrent le droit de vote dès l'obtention de leur citoyenneté.

Pendant la même période, les cohortes de seniors et de personnes âgées qui avaient voté en majorité pour le NON au dernier référendum sur la souveraineté ont connu la mortalité qui en a réduit considérablement les effectifs. On peut estimer à environ 600 000 le nombre de personnes décédées entre 1995 et 2005, dont 85 % avaient plus de 60 ans, ce qui donne un demi-million d'électeurs âgés qui avaient voté en 1995 mais qui ne voteront plus à l'avenir. Or, on sait que le OUI ne rejoignait qu'une personne sur trois dans ce groupe - situation, nous venons de le voir, qui a assez peu changé. Pour ironiser sur la sociologie électorale spontanée de Jacques Parizeau, nous avons montré dans *Les raisons fortes* que le OUI l'aurait emporté en 1995 si les Québécois francophones âgés de 55 ans et plus avaient maintenu, au moment de voter, l'appui qu'ils accordaient à la souveraineté au début de la campagne.

Ces changements démographiques soulèvent l'importante question de la manière d'estimer les effets de génération, en plus des effets d'âge qui sont déjà connus. Deux questions se posent donc. D'abord, comment voteront les jeunes nouveaux électeurs? Nous savons que les jeunes électeurs ont appuyé davantage l'option de la souveraineté dans le passé (effet d'âge). Cet appui sera-t-il encore plus élevé dans les nouvelles cohortes, comme il a été en croissance continue depuis quarante ans chez les jeunes (effet de génération)? Ensuite, nous savons que les électeurs les plus âgés ont voté en forte majorité pour le NON lors du dernier référendum (effet d'âge). Or, en sera-t-il ainsi dans les nouvelles cohortes de personnes âgées (effet de génération)? Autrement dit, les électeurs qui ont voté lors du référendum de 1995 conserveront-ils en vieillissant leurs convictions et leurs engagements, en particulier dans le cas de ceux qui ont voté pour le OUI en 1995?

À la question du changement générationnel des intentions de vote s'en ajoute une autre: celle de la permanence des convictions exprimées en 1995 lors d'une éventuelle nouvelle consultation populaire. Ceux et celles qui ont voté OUI en 1995 entendent-ils le faire de nouveau lors d'un prochain référendum?

Seule une analyse par cohortes est susceptible de répondre à ces questions, ce qui est possible avec les données que nous avons puisque les tranches d'âges dans les sondages empilés ont des intervalles de dix ans et qu'il s'est écoulé dix ans depuis le dernier référendum. Nous avons donc empilé les trois sondages de l'année 2005

afin de les comparer avec les quatre sondages empilés d'octobre 1995 (tableau 5). Rappelons que ces proportions ne mesurent pas l'estimation du vote final (qui devrait être estimé par d'autres techniques). Elles permettent par contre d'estimer les *changements dans le temps* des intentions et en particulier d'estimer les effets d'âge et de génération séparément.

Trois constats ressortent de notre analyse par cohortes.

Tout d'abord, l'appui au OUI augmente dans les nouvelles cohortes de jeunes électeurs qui n'avaient pas le droit de voter en 1995. L'appui donné au OUI est plus fort chez les 18-24 ans de 2005 que dans le même groupe d'âge en 1995.

Ensuite, il apparaît que les seniors proches de la retraite en 1995 (55-64 ans) ont maintenu leurs intentions dix ans plus tard. Ce résultat est important. Il signifie que l'âge élevé (disons plus de 60 ans) n'est pas en soi lié à un niveau plus faible d'appui au OUI (ou, plus exactement, que le niveau d'appui dépend plus fortement des générations politiques que de l'âge). Par ailleurs, les données ne permettent pas d'estimer l'effet de génération après l'âge de 65 ans. Seul l'effet d'âge peut l'être dans nos sondages pour ce type d'électeurs, et nous constatons une hausse de l'appui au OUI chez ceux qui ont plus de 65 ans en 2005 (40 %) comparé au même groupe d'âge en 1995 (33 %). Cette hausse ne peut être expliquée autrement que par un effet de génération politique qu'il resterait à mesurer de manière précise. L'arrivée d'une nouvelle cohorte de personnes âgées (les 65-74 ans en 2005) aurait donc contribué à la hausse de l'appui donné au OUI dans ce groupe.

Enfin, les électeurs d'âge médian conservent leurs choix exprimés en 1995. Ceux qui ont voté OUI dans un groupe d'âge donné entendent le faire à nouveau dix ans plus tard dans les mêmes proportions. Ce résultat est particulièrement clair pour les cohortes C2 à C5 du tableau 5. Il n'y a donc pas eu défection dans les intentions de vote chez ceux qui avaient entre 18 et 54 ans en 1995, dix ans plus tard. Les proportions sont même étonnamment proches.

Par ailleurs, cet effet de génération est-il aussi observable chez les allophones, en particulier dans la génération des jeunes néo-qubécois? Nous observons dans nos données que les jeunes allophones donnent un appui plus marqué à l'option souverainiste que les plus âgés. Il en va de même pour les personnes actives dans tous les groupes d'âge par comparaison avec les personnes inactives. Si,

après avoir regroupé tous les sondages de 2004-2005, nous isolons dans ce type V (64 ans et moins) les seuls allophones, le niveau de l'appui à la souveraineté s'établit alors à 23 %, et à 27 % dans le sous-groupe (77 %) de ceux qui sont actifs sur le marché du travail. Ce résultat ne laisse pas d'étonner, surtout quand on songe que deux ans auparavant les sondages établissaient à 38,8 % le niveau d'appui pour l'ensemble de la société. Bref, âge et activité contribuent à hausser le niveau de l'appui donné au OUI chez les allophones, un niveau qui se situe entre un quart et un tiers des électeurs actifs, dépendamment de l'âge. Les proportions sont moins élevées chez les anglophones dont une faible minorité appuie le OUI, mais qui tend elle aussi à varier selon l'âge et l'activité. Enfin, l'appui donné à la souveraineté est plus élevé dans le cas des minorités vivant en milieu largement francophone.

En résumé, la hausse de l'appui au OUI observable dans les sondages est largement un effet de génération. L'appui donné au OUI dans les intentions de vote précédant le dernier référendum s'est maintenu à peu près au même niveau dix ans plus tard. L'augmentation des intentions de vote au total s'explique donc par l'arrivée de nouvelles générations de jeunes aux convictions souverainistes plus marquées, par la fidélité au OUI chez les nouvelles cohortes de seniors, et par la hausse, variable selon les groupes, de l'appui des électeurs du type V.

LES DIFFÉRENCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Il était courant d'affirmer, jusqu'au référendum de 1995, que les femmes appuyaient en moins forte proportion le OUI que les hommes. Ce résultat s'explique en bonne partie par la démographie: les femmes âgées sont plus nombreuses et les personnes âgées ont voté en majorité pour le NON. Nos analyses précédentes avaient montré que les différences entre les sexes étaient moins importantes au sein de la population active, comme on peut le voir nettement dans le tableau 4. Mais surtout, nous avons fait état d'une disparition des écarts entre les femmes et les hommes au sein du groupement porteur avant le vote de 1995, élimination virtuelle qui a été confirmée par la suite pour ne laisser transparaître entre les hommes et les femmes de ce groupe qu'une différence de chronologie et d'ampleur dans les variations de leur appui respectif: pour dire les choses intuitivement, les femmes du groupe porteur sanctionnent plus sévèrement (et pas toujours au même moment) l'option qu'elles appuient. En conséquence, les différences observables entre les femmes et les hommes

sont nettement plus faibles dans tous les sondages postérieurs au référendum, et elles ne cessent de décliner au cours des années 2000. Elles sont devenues négligeables dans les années 2004 et 2005.

Deux explications peuvent être avancées à la réduction importante – ou plutôt à la disparition, en fait – des différences entre les sexes.

La première tient au remplacement des générations. Les jeunes femmes ne sont pas moins souverainistes que les jeunes hommes et nous avons vu plus haut que les jeunes appuient davantage l'option souverainiste. Par ailleurs, le taux d'emploi des femmes a continué de grimper, notamment après l'âge de cinquante ans, et l'appui au mouvement souverainiste est plus élevé chez les personnes actives, y compris chez les femmes. Mais surtout, une partie des femmes âgées qui avaient appuyé le NON en 1995 sont maintenant décédées. Rappelons que celles-ci avaient été marquées par le mouvement pour le NON des Yvette en 1980, un mouvement typique de leur génération. Or, les nouvelles cohortes de femmes âgées, qui appartiennent à de nouvelles générations politiques, sont moins réticentes à voter OUI.

La seconde explication est à chercher dans la dynamique des opinions au sein du groupement porteur du projet souverainiste. L'écart entre les femmes et les hommes a été plus important dans la période creuse de l'appui au mouvement souverainiste au tournant de l'an 2000, notamment au sein du type I, le groupement porteur du projet souverainiste. La défection plus marquée des femmes actives avait commencé au moment de la grève des infirmières en janvier 1999 et elle s'est maintenue jusqu'en 2003. Les sondages des deux ou trois dernières années indiquent que les femmes actives qui avaient retiré leur appui au OUI sont redevenues de nouveau favorables à cette option dans les sondages. Les écarts notés entre les deux sexes dans les intentions de vote précédant le dernier référendum sont disparus au total et dans les groupements d'électeurs que nous avons distingués.

L'ÉNIGME DE LA RÉGION DE QUÉBEC

On se rappellera que le soutien donné au OUI en 1995 avait été globalement plus faible dans la région de Québec, au point où certains analystes ont avancé que l'option souverainiste l'aurait remporté si la région de la capitale avait voté comme les francophones du reste du Québec. On a alors parlé de « l'énigme de Québec ».

L'analyse par régions exige de distinguer la langue maternelle, pour y voir plus clair, ce qui est fait dans la typologie des électeurs que nous proposons. Aussi distinguerons-nous encore une fois le type porteur (type I) et les autres (regroupés) pour l'analyse de ce qui se passe dans les régions du Québec, et notamment dans la région même de Québec.

La classe moyenne active francophone a largement appuyé le projet du mouvement souverainiste en 1995, votant OUI aux deux tiers environ partout sur le territoire québécois sauf en Outaouais (un tiers des votes) et un peu moins dans la grande région de Québec (58,8 % des intentions de vote). Il y avait donc dès 1995 une différence intrigante dans la région de la capitale québécoise, une différence qui n'était pour nous « intrigante » que dans la mesure où elle concernait aussi le groupement porteur de l'option souverainiste. Nos travaux sur le référendum de 1995 avaient cependant montré que c'est dans la couronne de Québec que le OUI avait été le plus faible dans le groupement porteur, et non dans la ville centre elle-même, alors que les francophones actifs de l'île et de la région de Montréal votaient comme les autres électeurs francophones actifs du Québec de notre type I. Par ailleurs, la proximité du gouvernement fédéral, et le fait que de nombreux électeurs jugent que la prospérité de leur région soit liée à la sienne, expliquent aisément le résultat observé en Outaouais.

L'analyse des intentions de vote par régions en 2005 montre une grande similitude avec les intentions qui avaient été observées en 1995, avant le vote du 31 octobre (tableau 5). L'appui donné au OUI est partout comparable à ce qu'il avait été lors du référendum de 1995, sauf en Outaouais où il est en hausse en 2005 et dans la région de Québec où il est cette fois en baisse. Il n'est pas surprenant de noter que l'appui donné au OUI est plus faible en Outaouais qu'ailleurs au Québec, mais il est cependant en augmentation dans cette région par rapport à 1995, au total (40,3 %) et en particulier dans le groupement porteur du projet souverainiste (45,1 % en 2005).

La situation est fort différente dans la grande région de Québec, et cette fois « l'énigme de Québec » touche aussi la classe moyenne francophone. Cette différence se pointait déjà en 1995, mais elle n'était pas significative sur le plan statistique. Ce n'est plus le cas maintenant, puisque le niveau de l'appui au OUI dans le groupe porteur y tourne depuis cinq ans autour de 50 %, démarquant ainsi la région immédiate de Québec des autres régions, alors qu'il est en

hausse chez les autres types d'électeurs de la même région (les seniors, les inactifs, etc.) sans doute à cause des effets de génération notés plus haut (notamment le remplacement des cohortes âgées). Autrement dit, la classe moyenne francophone qui est active sur le marché du travail dans la région de Québec hésite plus qu'ailleurs à donner un fort taux d'appui au mouvement souverainiste.

Comment expliquer *l'énigme de Québec*? Deux explications complémentaires viennent à l'esprit que nous évoquerons brièvement faute d'espace.

La première nous amènerait à examiner les changements qui ont marqué la composition du groupement même des travailleurs de la grande région de Québec. La ville de Québec a en effet perdu depuis une quinzaine d'années une partie non négligeable de ses jeunes diplômés en début de carrière – la classe d'âge des 25-34 ans y est en régression – partis vers Montréal en majorité y occuper des emplois spécialisés qu'on ne retrouve pas dans la région de la capitale, qui n'a pas un tissu d'emplois bien diversifiés.

Une seconde explication tiendrait au fait que les raisons qu'ont les travailleurs et les personnes actives de voter OUI ne seraient pas les mêmes à Montréal, dans les régions et à Québec. Nous croyons que la situation des électeurs du type I de Québec est dans la continuité de celle des électeurs de l'Outaouais, mais à un moindre degré : là où ces derniers ont des raisons de supposer que la souveraineté serait défavorable à leurs perspectives d'emploi, les premiers n'ont aucune raison de supposer qu'elle entraînerait des changements notables ; cela se voit à ce que le moindre appui du type I dans ces régions y est plus important chez les jeunes, lesquels ont une plus grande sensibilité à la question des perspectives d'emploi.

Les personnes actives dans les régions verraient la nécessité de compter sur l'État pour assurer leur développement et elles seraient prêtes à se mobiliser pour que cet État québécois ait tous les pouvoirs pour agir. Rappelons que le gouvernement du Parti québécois a énormément investi dans cette perspective, tissant des liens étroits avec les élites régionales, et que l'État fédéral y est moins présent ou visible. Les Montréalais francophones verraient aussi quant à eux des avantages à la souveraineté, depuis l'intégration des immigrants à la majorité francophone jusqu'au développement économique appuyé par un État souverain qui aurait tous les pouvoirs pour le faire. Les travailleurs de la région de Québec, quant à eux, sentiraient moins

qu'en région le besoin d'un État fort pour assurer leur développement (la présence de « l'appareil gouvernemental » leur étant en quelque sorte assurée), et ils seraient moins sensibles que les Montréalais à la menace qui pèserait sur le français ou à la nécessité de se donner un État mieux placé pour assurer l'intégration des nouveaux arrivants à la majorité francophone.

ET MAINTENANT ?

Il ressort de l'analyse par types d'électeurs et par générations deux constats. Tout d'abord, les nouvelles cohortes de jeunes Québécois sont davantage acquises au projet souverainiste que les précédentes. En fait, d'une génération de jeunes à une autre, l'appui donné au projet de René Lévesque s'amplifie. Ensuite, le sentiment souverainiste demeure marquant au sein des diverses générations d'électeurs lorsqu'elles vieillissent et les électeurs conservent leurs convictions en changeant de tranche d'âges. Cela donne une base solide sur laquelle repose l'action du mouvement souverainiste et cela signifie que la probabilité de voter OUI va augmenter chez les seniors dans les prochaines années.

Mais il faut aussi dépasser l'explication par la morphologie et par le remplacement des générations, afin d'insister sur le fait que le mouvement souverainiste est aussi un mouvement social. Il est animé par un fort groupement de personnes – qui forment la classe moyenne francophone active au sens très large – capable de se mobiliser en faveur du OUI comme il l'a fait durant la campagne référendaire de 1995, capable aussi de se démobiliser pour sanctionner le parti politique qui porte le projet souverainiste sur la scène politique québécoise lorsque cela ne fait pas son affaire, capable enfin de faire élire un fort contingent de députés du Bloc québécois à Ottawa.

Loin d'être moribond comme le donne une lecture trop rapide de la situation, le mouvement souverainiste québécois est au contraire une force tranquille, dormante peut-être au moment de célébrer le dixième anniversaire du référendum de 1995, mais qui conserve tout son potentiel de changement sur le plan politique.

ENCADRÉ
PRÉCISIONS DE MÉTHODES

En l'absence d'une véritable campagne référendaire autour d'un enjeu bien réel, force est de nous rabattre sur l'examen du sentiment souverainiste manifesté dans les sondages d'opinions sur la question, et de les comparer avec les intentions de vote qui prévalaient avant le référendum de 1995, afin de comparer le comparable avec le comparable. Nous analysons les réponses à la question posée par les sondeurs: « Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la souveraineté du Québec assortie d'une offre de partenariat économique et politique avec le reste du Canada, voteriez-vous pour ou contre la souveraineté du Québec? ». Nous analysons les réponses à la question posée avec relance. Nous nous limitons à l'étude des réponses fermes (oui, non, ne sait pas/refus) et nous ne répartissons pas les indécis, car notre intention n'est pas d'estimer le score final à un éventuel référendum.

Nous analysons les données de 37 sondages au total, soit 4 effectués en octobre 1995 avant le référendum et 33 sondages postérieurs faits entre 1999 et 2005. Au total, 23 sondages ont été faits par la maison Léger marketing, et 14 autres par Repère communication entre 2003 et 2005 suivant une méthodologie comparable. La distribution des caractéristiques des répondants et leur distribution en types d'électeurs sont comparables dans les deux séries de données, ce qui rend possible l'étude de l'évolution des intentions fermes du vote pour ou contre la souveraineté proposée dans cet essai.

Des éléments de méthodologie plus détaillés ont été présentés longuement dans notre ouvrage *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002) auquel nous renvoyons le lecteur, car nous avons appliqué les mêmes approches dans la présente étude et dans celle qui a été publiée en 2002.

TABLEAU I

Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté selon la typologie des citoyens, octobre 1995 et 1999 à 2005, sondages empiétés, Québec

Typologie (18-54 ans ; 55 ans et +)	Sondages empiétés					
	Oct. 1995	Avr. 1999 à sept. 2001	Oct. 2001 à janv. 2003	2003 Févr. à nov.	2004 Janv. à déc.	2005 Janv. à avr.
Francophones, 18-54 ans, actifs, 20 000 \$ et plus	61,0	53,3	47,1	55,1	58,0	61,0
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs faible revenu	47,9	49,3	44,0	47,3	52,3	57,0
Francophones, 55 ans et plus, actifs	48,6	41,9	36,1	40,2	51,2	61,7
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	34,9	33,8	30,2	37,3	38,8	42,6
Anglophones, 18-54 ans	11,1	16,5	15,3	18,6	21,4	21,8
Anglophones, 55 ans et plus	4,3	12,3	9,2	13,4	15,4	8,0
Total	45,6	43,8	38,8	42,8	46,2	49,5
%						
N	4020	20715	5988	29120	34944	16503

Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing, d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Repère communication, de février 2003 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.

TABEAU 2

Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté selon la typologie des citoyens, octobre 1995 et 1999 à 2005, sondages empiés, Québec

Typologie (18-54 ans ; 55 ans et +)	Sondages empiés		Typologie modifiée (18-64 ans ; (65 ans et +)
	2005	2005	
Francophones, 18-54 ans, actifs, 20 000 \$ et plus	61,0	61,8	Francophones, 18-64 ans, actifs, 20 000 \$ et plus
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs faible revenu	57,0	53,1	Francophones, 18-64 ans, inactifs et actifs faible revenu
Francophones, 55 ans et plus, actifs	61,7	43,4	Francophones, 65 ans et plus, actifs
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	42,6	39,9	Francophones, 65 ans et plus, inactifs
Anglophones, 18-54 ans	21,8	21,0	Anglophones, 18-64 ans
Anglophones, 55 ans et plus	8,0	1,0	Anglophones, 65 ans et plus
Total	49,5	49,5	Total
%	16 503	16 501	%
N			N

Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing, d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Repère communication, de février 2003 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.

TABEAU 3
Proportion des francophones ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté, selon le groupe d'âge et la cohorte, octobre 1995 et 2005, sondages empilés, Québec

Cohortes	Âge en 1995	Âge en 2005	% oui 1995	% oui 2005
C1	---	18-24 ans	---	67,0
C2	18-24 ans	25-34 ans	61,6	61,5
C3	25-34 ans	35-44 ans	55,5	56,7
C4	35-44 ans	45-54 ans	59,4	58,5
C5	45-54 ans	55-64 ans	53,5	54,8
C6	55-64 ans	65 et + (actifs)	43,6	(43,4)
	65 et plus	65 et plus	32,6	40,0

Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing, d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Repère communication, de février 2003 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.

TABLEAU 4

Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté selon la typologie des citoyens et le sexe, octobre 1995 et 1999 à 2005, sondages empilés, Québec

Typologie (18-54 ans ; 55 ans et +)	Sexe	Sondages empilés						
		Oct. 1995	Avr. 1999 à sept. 2001	Oct. 2001 à janv. 2003	2003 Févr. à nov.	2004 Janv. à déc.	2005 Janv. à avr.	
I	Homme	65,2	56,8	51,2	56,8	59,3	61,2	
	Femme	56,6	50,5	43,1	53,0	56,4	60,9	
II-VI	Homme	36,5	33,4	32,7	36,2	37,6	41,8	
	Femme	28,2	31,8	28,1	32,2	36,9	38,4	
Total	Homme	51,3	45,3	41,3	45,7	48,2	51,7	
	Femme	39,0	39,1	33,5	40,0	44,4	47,4	

Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing, d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Repère communication, de février 2003 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.

TABLEAU 5

Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté selon la typologie des citoyens et la région, octobre 1995 et 1999 à 2005, sondages empilés, Québec

Typologie (18-54 ans ; 54 ans et +)	Région	Sondages empilés							
		Oct. 1995	Avr. 1999 à sept. 2001	Oct. 2001 à janv. 2003	2003 Févr. à nov.	2004 Janv. à déc.	2005 Janv. à avr.		
I	Montréal	64,7	53,7	47,6	58,1	56,6	62,5		
	Couronne de Montréal	62,3	55,2	52,7	57,4	59,4	60,3		
	Périphérie de Montréal	62,2	59,4	51,3	56,3	51,7	71,5		
	Québec	58,8	50,1	44,5	48,8	51,3	50,0		
	Outaouais	32,9	34,7	25,2	32,8	39,4	45,1		
	Centre du Québec	63,9	55,2	46,7	56,1	55,3	65,4		
II-VI	Régions éloignées	65,2	56,4	47,4	59,4	65,5	66,6		
	Montréal	20,8	24,9	22,2	26,5	30,0	28,4		
	Couronne de Montréal	36,1	32,2	28,6	32,0	34,6	42,9		
	Périphérie de Montréal	45,4	39,5	35,3	41,9	44,4	49,2		
	Québec	32,6	35,1	33,1	39,8	39,0	49,0		
	Outaouais	14,3	23,7	25,3	31,3	27,0	36,2		
Total	Centre du Québec	34,6	34,7	41,0	33,5	38,9	46,1		
	Régions éloignées	46,6	42,4	38,1	42,9	51,8	44,9		
	Montréal	35,4	34,2	29,4	35,9	38,3	39,2		
	Couronne de Montréal	48,8	42,9	38,9	43,1	45,1	50,8		
	Périphérie de Montréal	52,7	49,4	42,9	48,3	53,5	60,8		
	Québec	46,8	43,1	39,0	44,7	45,2	49,6		
Total	Outaouais	22,4	28,6	25,2	32,1	32,5	40,3		
	Centre du Québec	48,3	44,6	43,3	42,9	46,7	56,3		
	Régions éloignées	55,9	49,5	42,4	50,3	58,7	55,6		

Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Réseau communication de février 2003 à avril 2005. Sondages empilés. Calculs des auteurs.

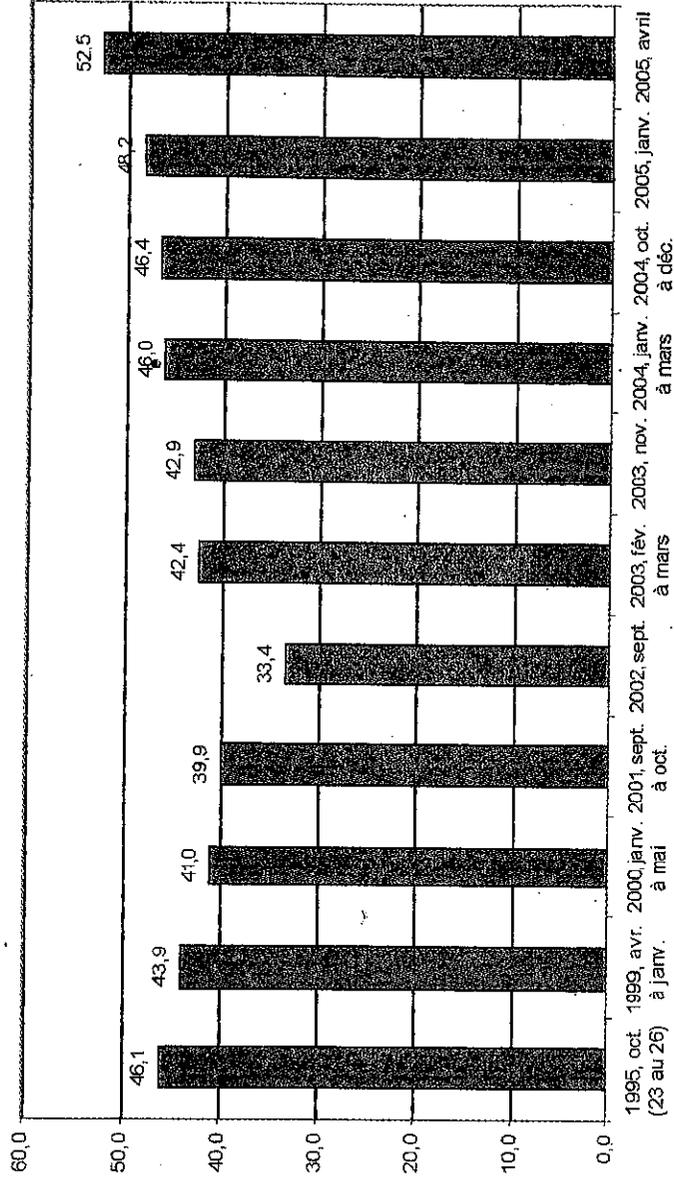
TABLEAU 6

Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté, selon la langue, le groupe d'âge et l'activité, janvier 2004 à avril 2005, sondages empilés, Québec

Groupe d'âge	Anigophones		Allophones	
	Actifs	Inactifs	Actifs	Inactifs
18-24 ans	21,6	32,4	30,1	*
25-34 ans	16,3	14,4	27,5	34,9
35-44 ans	15,1	16,0	22,8	18,3
45-54 ans	9,5	19,5	28,6	16,2
55-64 ans	13,2	11,8	35,4	6,4
65 ans et +	*	6,8	*	13,3
Total	15,0	11,3	27,2	15,4
%			*	
N	3177	1623	3574	1046

Sources : Données fournies par la maison Repère communication, de janvier 2004 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.

GRAPHIQUE 1
Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté,
octobre 1995 et 1999 à 2005, sondages empiriés, Québec



Sources : Données fournies par la maison Léger Marketing, d'octobre 1995 à janvier 2003, et par Réseau communication, de février 2003 à avril 2005, sondages omnibus. Calculs des auteurs.